

## ASSEMBLEE DE CORSE

### DELIBERATION N° 05/84 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE PORTANT SUR LA GESTION ADMINISTRATIVE DES PERSONNELS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

SEANCE DU 27 AVRIL 2005

L'An deux mille cinq, et le vingt-sept avril, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Camille de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

#### ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

ALBERTINI-COLONNA Nicolette, ALESSANDRINI Alexandre, ALIBERTINI Rose, ALLEGRINI-SIMONETTI Marie-Dominique, ANGELI Corinne, ANGELINI Jean-Christophe, BIANCARELLI Gaby, BIANCUCCI Jean, BUCCHINI Dominique, BURESI Babette, CASTELLANI Pascaline, CHAUBON Pierre, COLONNA Christine, COLONNA-VELLUTINI Dorothee, DOMINICI François, FILIPPI Geneviève, GALLETTI José, GORI Christiane, GUAZZELLI Jean-Claude, GUERRINI Christine, GUIDICELLI Maria, LUCIANI-PADOVANI Hélène, LUCIANI Jean-Louis, MARCHIONI François-Xavier, MARTINETTI Jean-Charles, MONDOLONI Jean-Martin, MOZZICONACCI Madeleine, NIVAGGIONI Nadine, PROSPERI Rose-Marie, RICCI Annie, RISTERUCCI Josette, de ROCCA SERRA Camille, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SCIARETTI Véronique, SCOTTO Monika, SIMEONI Edmond, SISCO Henri, STEFANI Michel, SUSINI Marie-Ange, TALAMONI Jean-Guy

#### ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. ALBERTINI Jean-Louis à M. de ROCCA SERRA Camille  
Mme BIZZARI-GHERARDI Pascale à Mme BIANCARELLI Gaby  
M. CECCALDI Pierre-Philippe à Mme LUCIANI-PADOVANI Hélène  
Mme DELHOM Marielle à Mme ALLEGRINI-SIMONETTI Marie-Dominique  
M. FELICIAGGI Robert à Mme SUSINI Marie-Ange  
Mme MATTEI-FAZI Joselyne à Mme BURESI Babette  
Mme NATALI Anne-Marie à Mme SCOTTO Monika  
M. OTTAVI Antoine à M. CHAUBON Pierre  
M. PANUNZI Jean-Jacques à Mme GORI Christiane  
Mlle PIERI Vanina à M. MARCHIONI François-Xavier  
Mme RICCI-VERSINI Etienne à Mme GUERRINI Christine.

#### L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,



- VU** la loi n° 86.16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86.972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi n° 2002.92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission des Finances, de la Planification et des Affaires Européennes,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** au sein des effectifs de la Collectivité Territoriale de Corse les créations de postes suivantes :

FILIERES ET CADRES D'EMPLOIS	CATEGORIES	NBRE DE POSTES A CREER	GRADES CONCERNES
<b><u>Filière Technique :</u></b> - Ingénieurs	A	3	Ingénieur, ingénieur principal, ingénieur en chef de classe normale ou exceptionnelle.
<b><u>Filière Administrative :</u></b> - Attaché	A	1	Attaché, attaché principal ou directeur.
- Rédacteurs	B	5	Rédacteur, rédacteur principal ou rédacteur chef.
<b><u>Filière Culturelle :</u></b> - Attaché	A	1	Attaché de conservation du patrimoine.
<b>T O T A L</b>		<b>10</b>	

**ARTICLE 2 :**

**DIT** qu'à défaut de recrutement statutaire, le poste d'attaché de conservation du patrimoine sera pourvu par voie contractuelle.

**PRECISE** en conséquence, conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi n° 84/53 du 26 janvier 1984, la nature des fonctions exercées, le niveau de qualifications exigées et le montant de la rémunération allouée.



NATURE DES FONCTIONS	NIVEAU DE RECRUTEMENT	NIVEAU DE REMUNERATION
Spécialiste du patrimoine industriel chargé de la mise en place, du suivi et de la restitution d'un programme de recherche sur le patrimoine industriel de la Corse, sur les savoirs et savoir-faire techniques et industriels.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Titulaire d'un diplôme de 3<sup>ème</sup> cycle (Doctorat).</li> <li>- Connaissance du patrimoine industriel corse et méditerranéen.</li> </ul>	IB 510 de la grille indiciaire des attachés de conservation du patrimoine, majoré du régime indemnitaire des personnels de la filière culturelle.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

Pour copie certifiée conforme à l'original  
pour le Président de l'Assemblée de Corse  
et par délégation  
Le Secrétaire Général de l'Assemblée

**Serge TOMI**

AJACCIO, le 27 avril 2005

Le Président de l'Assemblée de Corse,

  
Camille de ROCCA SERRA

